

CAHEN, Michel. *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*. Groupe Bordeaux-Barcelone (OEAN/CEA), Paris, L'Harmattan, 1994, 176p.

Nicole Boucher

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703565ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703565ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boucher, N. (1996). Compte rendu de [CAHEN, Michel. *Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité*. Groupe Bordeaux-Barcelone (OEAN/CEA), Paris, L'Harmattan, 1994, 176p.] *Études internationales*, 27(1), 173–175.  
<https://doi.org/10.7202/703565ar>

# LIVRES

## 1. COMPTES RENDUS

### THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

#### **Ethnicité politique. Pour une lecture réaliste de l'identité.**

CAHEN, Michel. *Groupe Bordeaux-Barcelone (CEAN/CEA), Paris, L'Harmattan, 1994, 176p.*

Michel Cahen, historien, chercheur CNRS au Centre d'Étude d'Afrique Noire de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux, nous présente dans ce livre une réflexion très personnelle, mûrie toutefois dans le cadre d'une collaboration avec des collègues catalans du Centre d'Estudio Africans et de l'Université de Barcelone (action intégrée franco-espagnole – programme Picasso). Imprégné d'une culture politique marxiste, il s'attaque aux problèmes de l'intervention politique dans un contexte ethnique (p. 13). Son essai a pour but de montrer que le concept de «nation politique» est un non-sens et que, par contre, l'ethnicité comme «faits de conscience» (p. 11) permet de sortir de l'impossible conciliation des aspirations universaliste et particulariste.

Après un rappel historique de l'évolution des usages de la notion d'ethnicité depuis 1968, dans différents pays européens, il s'insurge con-

tre le climat intellectuel d'aujourd'hui qui interdit de considérer l'ethnicité comme une valeur politique positive.

Au chapitre III, il analyse l'essence de l'ethnicité pour comprendre les voies du passage au politique. Si l'identité n'est pas un état mais un fait de conscience, il lui importe de relire et discuter à la lumière des luttes nationales en cours des différentes positions marxistes (Marx-Engels-Lénine-Trotsky) sur la «fausse-conscience» et la conscience de classe, pour sortir de la confusion conceptuelle entre nation et ethnie. Il démontre aussi que la conscience ethnique est un produit des rapports sociaux, «mais de siècles de rapports sociaux cristallisés culturellement en faits de conscience, confrontés aux rapports sociaux contemporains» (p. 48). Il regrette que la gauche marxiste ne sache pas appréhender le fait ethnique comme un fait politique potentiellement révolutionnaire, à condition d'exercer une grande «vigilance» du respect de la démocratie dans la prise en compte des revendications ethniques séparatistes (p. 56). En référence à la Bosnie, il propose essentiellement de consulter les populations avant de modifier des frontières sous la pression de seigneurs de guerre. Mais pour notre part, comme les populations sont massivement tuées ou déplacées, nous nous demandons alors : Que devient l'ethnie ?

C'est au chapitre iv, portant sur l'ethnie dans sa réalité objective, qu'il soutient que classe et ethnie sont de natures différentes puisque «la classe existe en soi» indépendamment de la conscience des membres. Par contre, «l'ethnicité ne peut pas être repérée en dehors de phénomènes subjectifs, culturels, politiques» (p. 71). L'existence d'une langue est ainsi un facteur lourd mais pas forcément suffisant. Par contre, l'ethnicité n'existe qu'à partir du moment où elle est «dite», donc affirmée politiquement. Ce «dit» ethnique est de nature sentimentale mais totalement en accord avec l'analyse matérialiste. Il serait l'effet, le résultat «subjectif d'un contexte présent sur la structure sociale et mentale historiquement produite» (p. 74). Alors, l'ethnie devient réalité uniquement lorsque de ces faits de conscience, émergent une cohésion et une force sociale, puisque des membres affichent ouvertement, se disent appartenir à un groupe «ethnique» avec un caractère similaire totalisant.

La discussion de l'ethnie et de la nation qui suit dans le chapitre v, retient uniquement trois aspects pour éviter la confusion entre l'analyse de la théorie de la nation avec l'analyse de la nation et du sentiment national des gens, auquel il consacre le chapitre vi. Le premier aspect traite de la controverse sur la «nation ethnique» comme réintroduction d'une vision raciste liée à une conception de droit de sang, de la nation. Selon lui, l'État-nation est une exception historique et non une nécessité. Le deuxième aspect relève la hiérarchie implicite entre nation et ethnie qui aboutit à une vision clairement péjorative de l'ethnie. Le troisième aspect souligne l'in-

fluence déterminante du positionnement différencié des institutions internationales et du droit international: «une nation a droit à l'indépendance, un peuple à la reconnaissance, une «ethnie» ne peut être que séparatiste» (p. 81). Cet étiquetage juridique complique la situation et est sans intérêt si on se place du point de vue politique. En somme, pour lui, au Québec comme ailleurs, «la revendication de l'indépendance est légitime si elle est massive» (p. 82). Ou autrement dit: «La volonté d'une nation de créer son propre État est un droit des peuples. La volonté d'un État d'imposer la nation à ses peuples est une oppression» (p. 102).

Dans le chapitre vi consacré aux post-jacobins, les concepts de nation, nationalité et citoyenneté sont revus à la lumière de Revon, Habermas, Alain Finkulkraut et Michel Wieviorka pour mettre en évidence la multiplicité des situations possibles.

Le dernier chapitre, le moins intéressant pour nous, envisage opérationnellement le passage démocratique au politique du fait identitaire. Il se prononce clairement contre son institutionnalisation même sous la forme de la simple discrimination positive (à l'américaine) parce que cela ne marche pas bien, mais aussi parce que cela crée des ghettos juridiques dangereux. Le territoire n'est pas non plus une condition, car: «il ne pourra jamais y avoir uniformité des solutions institutionnelles selon les pays, notamment selon qu'existe une nation, un État pluriethnique ou un État sans nation» (p. 145).

Donc, pour résoudre la question ethnique dans un contexte démocratique

tique, il propose essentiellement le référendum et les recensements en admettant que c'est à chacun de s'affirmer ou non comme membre d'un groupe «ethnique» avec possibilité d'en changer à volonté. Ainsi, sans qu'il ne le mentionne explicitement, le jeu identitaire est non seulement reconnu comme un fait, mais largement favorisé politiquement. On peut se demander que sera le prix personnel à payer pour ce jeu. Réussira-t-on ainsi encore à «empêcher l'effondrement d'un Soi fêlé et à construire avec sécurité un Soi personnel fort? À notre avis, Michel Cahen passe trop vite sur ce point qu'il ne traite que marginalement dans une note (p. 105) relevant les propos de l'ethnopsychanalyste Georges Devereux.

En somme, dans l'ensemble, son approche est originale. S'appuyant sur l'évolution des usages des concepts selon les conjonctures et les cas, sur la discussion des thèses jacobines, staliniennes ou colonialistes, il en démonte les logiques, les paradoxes et les ambiguïtés. Pourtant, l'ambition volontariste de départ rend parfois suspicieux des choix qui se veulent théoriques mais qui semblent plutôt politiques. Réussir à réconcilier théoriquement et politiquement le matérialisme et les luttes «ethniques» était tout un défi.

La discussion poussée présentée par l'auteur intéressera certainement les marxologues et les politologues. Les indépendantistes de gauche (Québécois ou autres) y trouveront une nouvelle légitimation fondée sur la condition démocratique et l'expression de «fait de conscience».

Personnellement, j'ai principalement apprécié la révision par le matérialisme dialectique de l'analyse des faits de conscience qui y est proposée. Très bien documenté, l'auteur a globalement réussi à prendre un recul théorique et historique qui permet de sortir le débat identitaire de la modernité, de l'État-nation et d'une vision linéaire de l'histoire. Par contre, pour parvenir à ses fins, [c'est-à-dire : produire «des constructions politiques adéquates» (p. 137) capables de tenir compte des sentiments «ethniques» présents chez les populations, puisque «L'alliance entre les mouvements d'émancipation sociale, le mouvement ouvrier en particulier, et les mouvements nationalistes est un enjeu majeur pour le futur de cette terre» (p. 156)] n'est-il pas obligé de forcer la cohérence indispensable entre particularisme et universalisme?

Nicole BOUCHER

*École de service social  
Université Laval, Québec*

### **Le crépuscule de l'Occident. Démographie et politique.**

*CHESNAIS, Jean-Claude. Paris, Robert Laffont, 1995, 366p.*

L'originalité de ce livre est de broser un tableau saisissant de l'histoire de l'Occident au cours des deux derniers siècles, interprétée sous l'angle de sa dynamique démographique, tant il est vrai que les événements démographiques (naissances, mariages, décès et migrations) sont un miroir des sociétés et de leurs évolutions fondamentales. La thèse fondamentale de l'auteur est que les pays riches d'Occident, et en particulier l'Europe occidentale, embourbés dans leur con-